



**ENDA PROSPECTIVES
DIALOGUES POLITIQUES**

**ATELIER DE LANCEMENT D'UNE OPÉRATION PILOTE
DE
COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE**

Tenu à Ziguinchor (Sénégal), les 24, 25 et 26 octobre 2005

Synthèse du plan d'action et du mécanisme de suivi

Organisé par Enda/Diapol et
le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE

Avec le soutien financier de
l'Agence Canadienne de Développement international et
la Coopération Autrichienne pour le Développement

SAH/D(2005)555
Or. fr.

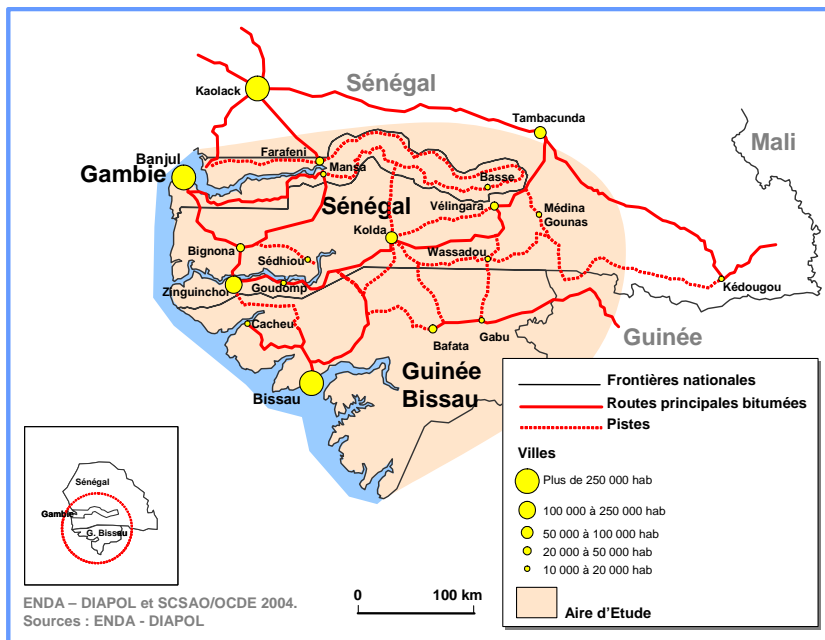
Novembre 2005



Programme d'Initiatives Transfrontalières

Table des matières

I.	INTRODUCTION	4
I.	GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	5
	<u>Première proposition</u> : Organisation de visites tournantes auprès des structures impliquées dans la gestion communautaire des ressources forestières	5
	<u>Deuxième proposition</u> : Mise en place d'un réseau des professionnels de la filière apiculture en Ségambie méridionale.....	5
	<u>Troisième proposition</u> : établir un cadre de rencontre périodique rassemblant les services déconcentrés, les comités et les organisations professionnelles de pêche des trois pays (régions de Sao Domingo, Ziguinchor et Gambie)	5
	<u>Quatrième proposition</u> : Relance du projet d'aménagement de la vallée transfrontalière de Léba (Sénégal – Guinée Bissau).....	6
II.	DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES ET DES BIENS	6
	<u>Cinquième proposition</u> : Plan de lutte contre les problèmes de pollinisation en Gambie et au Sénégal.....	6
	<u>Sixième proposition</u> : Facilitation de la circulation de l'anacarde et concertation entre producteurs bissau-guinéens et sénégalais	6
	<u>Septième proposition</u> : Réalisation d'une cartographie des infrastructures de stockage, de conditionnement et de transformation en Ségambie méridionale.....	6
	<u>Huitième proposition</u> : Cadre de dialogue des professionnels de la filière maraîchage de la zone de Pata.....	7
	<u>Neuvième proposition</u> : Aménagement du marché de Diaobé.....	7
	<u>Onzième proposition</u> : Annuaire des autorités de Ségambie méridionale	8
	<u>Douzième proposition</u> : Inscrire les réunions statutaires transfrontalières dans les budgets des administrations déconcentrées	8
III.	PROMOTION DE LA PAIX PAR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL.....	8
	<u>Treizième proposition</u> : Calendrier des événements culturels	8
	<u>Quatorzième proposition</u> : Réseau des radios communautaires de Ségambie méridionale.....	8
	<u>Quinzième proposition</u> : Mise en réseau des comités de veille sur les questions de sécurité transfrontalière.....	9
	<u>Seizième proposition</u> : Rapprochement de l'USOFORAL et de YAP sur la gestion non violente des conflits	10
	<u>Dix-septième proposition</u> : Saisine des Ministères de la santé, de l'éducation et de l'intérieur pour l'harmonisation des carnets de vaccination, la facilitation des réunions entre professionnels de la santé et la valorisation des « pionniers de l'enseignement »	10
	<u>Dix-huitième proposition</u> : Cartographie des infrastructures de santé transfrontalières	10
	<u>Dix-neuvième</u> : Cadre de dialogue autour de la réinsertion des enfants réfugiés	10
IV.	PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI	11
	<u>Vingtième proposition</u> : Mise en place de facilitateurs pour l'accompagnement du processus.....	11
	<u>Vingt-et-unième proposition</u> : Réunion de suivi en Gambie	11



L'atelier de Ziguinchor lance la seconde opération pilote du P.I.T (Programme d'Initiatives Transfrontalières) de la CEDEAO¹. Il est dédié à la mémoire de son secrétaire exécutif adjoint le Général Cheick Oumar Diarra, décédé accidentellement le 22 octobre et dont l'implication en faveur de la coopération trans-frontalière et l'intégration régionale n'aura cessé d'être soulignée.

L'Atelier, co-organisé par Enda/Diapol et le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, a bénéficié de l'appui financier de l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI) et de la Coopération Autrichienne pour le Développement. Il a réuni une centaine de personnes, de la société civile, du secteur privé et de l'administration des trois pays, ainsi que des partenaires au développement. Il visait à identifier des projets intégrateurs de coopération transfrontalière et à enclencher une dynamique de dialogue et d'action pérenne.

Le présent document résume les principales propositions issues de l'atelier de Ziguinchor. Il est complété par certaines remarques et propositions formulées par les participants à l'issue de l'atelier. Il convient de souligner le contexte politique très particulier de cet espace et les contraintes sous-jacentes à son évolution (comme les fermetures temporaires des frontières qui surviennent régulièrement).

Afin d'accompagner et de faciliter la mise en œuvre de ce plan, les autorités représentatives des trois gouvernements doivent porter ses résultats au niveau interministériel, voire du Conseil des Ministres, dans les trois pays.

Les propositions soumises du plan d'action portent sur :

- la gestion des ressources naturelles dans les espaces frontaliers ;
- le développement économique et la libre circulation des personnes et des biens ;
- la promotion de la paix par l'action sociale et culturelle.

¹ La première opération pilote concerne l'espace Sikasso-Korhogo-Bobo Dioulasso (Régions maliennes et burkinabé limitrophes de la Côte d'Ivoire). L'atelier de lancement s'est tenu à Sikasso (Mali) les 27, 28 et 29 septembre 2005.



Première proposition : Organisation de visites tournantes auprès des structures impliquées dans la gestion communautaire des ressources forestières

Des expériences de gestion communautaire des ressources forestières ont été identifiées en Guinée Bissau (à Contubuel, Pirada et Pitche), au Sénégal (à Médina El Hadj) et en Gambie (dans le Fogny, le Kombo, à Bansa et à Darou). Les participants proposent d'organiser des visites tournantes dans ces zones afin de recenser et comparer ces expériences, de les évaluer dans le cadre d'une rencontre et d'établir des propositions pour leur diffusion.

☞ *Un facilitateur pourrait recenser et comparer les expériences concernées puis les discuter, avec les communautés concernées et les services des eaux et forêts dans le cadre d'une réunion (des « facilitateurs » devraient en effet animer le processus de mise en œuvre des propositions de l'atelier). Enda s'engage à piloter le processus de « recensement – comparaison – évaluation ».*

Deuxième proposition : Mise en place d'un réseau des professionnels de la filière apiculture en Sénégal méridionale

Cette proposition est soutenue par les organisations d'apiculteurs présentes à l'atelier (*National Bee keepers Association of the Gambia* [NBAG], Association des apiculteurs de Tanaff, Fédération des apiculteurs du département de Sédhiou, Fédération des producteurs de Fajonquito, Organisation des apiculteurs de Gabu). Ce réseau interviendrait dans le domaine du renforcement des capacités organisationnelles des producteurs (formation, échanges d'expériences, professionnalisation) et de la recherche de débouchés communs, voire de la régulation des prix.

☞ *L'association nationale des apiculteurs gambiens (NBAG) a déjà établi des relations et tenu plusieurs réunions avec les associations d'apiculteurs sénégalais et bissau-guinéens. Elle propose d'œuvrer à la mise en place de ce réseau et de participer à la réalisation de ses activités. La SNV en Guinée Bissau est prête à l'appuyer, notamment en ce qui concerne l'implication des producteurs de miel bissau-guinéens.*

Troisième proposition : établir un cadre de rencontre périodique rassemblant les services déconcentrés, les comités et les organisations professionnelles de pêche des trois pays (régions de Sao Domingo, Ziguinchor et Gambie)

Les participants n'ont pas prévu de processus précis pour la mise en œuvre d'un tel cadre, mais ont convenu de la nécessité de coordonner les efforts de conservation des ressources, compte tenu des difficultés rencontrées par le secteur de la pêche (pression sur les ressources exportées, recul des mangroves et problèmes de reproduction des stocks, extension des territoires de pêche et conflits qui en résultent).

☞ *Un facilitateur sera chargé d'effectuer des propositions sur ce point, avec l'appui d'Enda qui coordonne un programme rassemblant l'ensemble des professions et des services de la pêche dans les pays de la Commission sous-régionale des pêches (CSRP) – à laquelle appartiennent le Sénégal, la Gambie et la Guinée Bissau.*

Quatrième proposition : Relance du projet d'aménagement de la vallée transfrontalière de Léba (Sénégal – Guinée Bissau)

Il existe un projet d'aménagement de la vallée de Léba (communauté rurale de Médina El Hadj, avec un prolongement en Guinée Bissau) qui est bloqué à l'heure actuelle. Les participants suggèrent de relancer cette initiative en intervenant sur deux leviers : (i) la mobilisation des communautés concernées (6 villages sénégalais et 5 bissau-guinéens) ; (ii) le plaidoyer auprès des décideurs des deux pays à différents niveaux de compétences.


 *Cet objectif sera intégré dans le dispositif de mise en œuvre et de suivi (Cf. VI).*



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES ET DES BIENS


Cinquième proposition : Plan de lutte contre les problèmes de pollinisation en Gambie et au Sénégal

L'association nationale des apiculteurs gambiens (NBAG) s'est engagée à contacter les gouverneurs des régions gambiennes frontalières du Sénégal pour qu'ils convoquent, avec leurs homologues sénégalais, une réunion des services agro-forestiers destinée à établir un plan transfrontalier de lutte contre les problèmes de pollinisation.


 *Cette activité peut être réalisée, à budget constant, par les administrations déconcentrées des deux pays. Elle sera supervisée dans le cadre du dispositif de mise en œuvre et de suivi (Cf. VI), qui examinera les conditions de réalisation du plan d'action.*

Sixième proposition : Facilitation de la circulation de l'anacarde et concertation entre producteurs bissau-guinéens et sénégalais

A l'instigation des collectivités locales de la région de Kolda, les chambres de commerce et d'industrie de Cacheu, en Guinée Bissau, et de Kolda, au Sénégal, ont paraphé un protocole d'accord destiné à faciliter la circulation de l'anacarde entre les deux régions. Ce protocole a permis aux producteurs de la Communauté rurale de Médina El Hadj et du secteur de Cuntima de se concerter sur l'établissement de prix planchers.

 *Le Président de la Communauté rurale de Madina El Hadj cherchera à étendre cette concertation au niveau régional, au minimum à l'arrondissement de Dioulacolon pour le Sénégal et au-delà du secteur de Cuntima pour la Guinée Bissau. Cette concertation pourrait déboucher à terme sur un réseau des producteurs d'anacarde, spéculation à la fois majeure et éminemment transfrontalière dans la zone.*

Septième proposition : Réalisation d'une cartographie des infrastructures de stockage, de conditionnement et de transformation en Sénégal méridionale

 *Enda s'est proposée de recenser les informations existantes concernant les infrastructures de stockage, de conditionnement et de transformation en Sénégal méridionale, puis d'établir et de diffuser une cartographie de ces infrastructures.*

Huitième proposition : Cadre de dialogue des professionnels de la filière maraîchage de la zone de Pata

L'ONG FODDE appuie depuis un an un cadre de dialogue inter-professionnel de la filière maraîchage dans la zone de Pata. Il regroupe des producteurs, des commerçants, des structures d'appui et des autorités déconcentrées. Composé majoritairement de Sénégalais, il regroupe également des commerçants originaires de Gambie, mais n'intègre pas encore – malgré les difficultés de passage à la frontière – les autorités déconcentrées de ce pays.

☞ *FODDE et le président de la Fédération (Pellital) des maraîchers doivent intervenir auprès du Gouverneur de Kolda pour que ce dernier invite la Western division gambienne à intégrer ce cadre.*

Neuvième proposition : Aménagement du marché de Diaobé

Cette proposition a fait l'objet de longues discussions tenant aux problèmes de compétence pour l'aménagement d'un marché jouant le rôle de carrefour des échanges sénégalais. Les participants suggèrent au minimum d'obtenir du président de la communauté rurale de Kounkané (Diaobé étant de son ressort territorial) qu'il sollicite auprès du président de l'ANCR au niveau du département de Vélingara, la convocation d'une réunion de cette structure. L'objet de cette réunion serait de discuter les modalités de création d'un groupement d'intérêt communautaire (GIC) pouvant pendre en charge la réalisation d'aménagements et d'infrastructures marchandes à Diaobé. Cette voie peut cependant être poursuivie sans préjudice de la recherche d'autres modalités de financement, au niveau décentralisé ou central, compte tenu de l'importance stratégique de Diaobé, voire avec le concours des partenaires techniques et financiers.

Certains participants suggèrent également de créer un local destiné à regrouper tous les services techniques présents à Diaobé dans le but d'opérer un contrôle systématique de qualité sur les produits, mais également de simplifier les procédures et d'optimiser les interventions des agents déconcentrés.

☞ *La supervision des modalités de mise en œuvre de ces propositions essentielles sera rigoureusement effectuée dans le cadre du dispositif de suivi (Cf. VI). Bien que situé sur le territoire d'un seul Etat, Diaobé rassemble des opérateurs issus de tout le territoire sénégalais et devrait faire l'objet d'une approche intégrée. L'équipe de suivi devra donc proposer un plan de financement et de réalisation d'aménagements à Diaobé.*

Dixième proposition : Intégration de Ziguinchor au sein de la SAFRA

En décembre 2005 se tient à Boké (Guinée Conakry) la prochaine édition de la Semaine de l'Amitié et de la Fraternité entre les peuples (SAFRA). L'ensemble des parties prenantes de la SAFRA (autorités déconcentrées, élus, commerçants, etc.) reconnaissent l'efficacité des consignes d'assouplissement des contrôles de marchandises et de personnes données par les Gouverneurs à l'occasion de chaque édition. De surcroît, la présente édition doit accueillir une réunion des Gouverneurs de la SAFRA. L'Association des Femmes de la SAFRA (AF-SAFRA) se propose donc de saisir la présidence tournante pour que cette dernière obtienne du gouverneur de Tambacounda (i) qu'il inscrive la discussion des modalités d'extension des consignes d'assouplissement à l'ordre du jour de cette réunion (ii) et qu'il invite le gouverneur de Ziguinchor à y participer. Ce dernier propose à cette occasion de créer un réseau des Gouverneurs de Sénégal méridionale.

- ☞ *Enda suivra la mise en œuvre de cette proposition, tant en ce qui concerne sa préparation que le contenu des discussions et des éventuelles décisions prises lors de la réunion des Gouverneurs.*

Onzième proposition : Annuaire des autorités de Ségambie méridionale

- ☞ *Enda propose de recenser les coordonnées des autorités et des collectivités locales/régionales de Ségambie méridionale et de constituer un annuaire régional mis à disposition des acteurs qui en feront la demande. Cet outil a pour objectif de faciliter les échanges et les rencontres entre les institutions concernées.*

Douzième proposition : Inscrire les réunions statutaires transfrontalières dans les budgets des administrations déconcentrées

Les participants enjoignent les autorités de tutelle des administrations territoriales frontalières de dégager les moyens budgétaires nécessaires à la tenue de leurs réunions statutaires (au besoin avec l'aide des partenaires techniques et financiers). Les activités frontalières, notamment en matière de maintien de l'ordre, devraient pouvoir être intégrées au budget 2006 eu égard aux interdépendances de l'espace sénégalais.

- ☞ *A cet égard, le Secrétaire permanent du ministère gambien des collectivités locales et le Directeur de l'administration générale des affaires territoriales de la République du Sénégal proposent d'effectuer une requête en ce sens auprès de leurs ministres.*



PROMOTION DE LA PAIX PAR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET CULTUREL

Treizième proposition : Calendrier des événements culturels

Les structures d'animation sociale et culturelle présentes à l'atelier ont prévu de réaliser un calendrier des événements culturels de Ségambie méridionale à partir du festival de Cambajù (Guinée Bissau) prévu en mars 2006. Une réunion se tiendra en marge de cet événement pour coordonner les festivals et autres événements culturels de la zone afin de créer une synergie entre les initiatives existantes. Le festival de Cambaju est organisé par le MJPI (Mouvement des Jeunes pour la Paix et l'Intégration). Le choix de ce site revêt un caractère symbolique dans le processus de paix conduit par les populations frontalières.

- ☞ *Le MJPI sera chargé d'animer cette rencontre et organisera auparavant des concertations afin de formuler un programme concret de coordination. Ce programme sera discuté, révisé et finalisé dans le cadre du festival.*

Quatorzième proposition : Réseau des radios communautaires de Ségambie méridionale

Les séminaristes se prononcent pour l'édification d'un réseau des radios communautaires de Ségambie méridionale. L'objectif à court terme consiste en un échange de programmes afin de combler le manque d'infrastructures, d'équipements et d'opportunités de diffusion de certaines radios. A moyen terme, il s'agira de promouvoir

une coordination effective entre ces radios, notamment à travers la réalisation et la diffusion de contenus communs sur des sujets transfrontaliers (circulation des biens et des personnes, vols de bétail, etc.).

Quatre personnes ressources issues d'organisations menant des activités transfrontalières (ACSAS, REJPI, FOPRADD, AD/Cassoumay) ont déjà dressé un état des lieux des contraintes et potentialités des radios communautaires dans les domaines de la formation du personnel, de l'équipement et des collaborations en cours. 26 radios communautaires ont à ce jour été recensées, dont 11 en Guinée Bissau, 8 en Gambie et 7 au Sénégal.

- ☞ *Les personnes ressources doivent réaliser, avec l'appui d'Enda, un audit du potentiel de diffusion et des grilles de programme des radios communautaires à vocation transfrontalière (fréquence d'émission, aire de diffusion, nature et contenu des programmes, effectifs, besoins en renforcement de capacités, etc.). Cet audit sera diffusé, dans les trois langues officielles de Ségambie méridionale, auprès des membres du réseau.*
- ☞ *Dans un 2^{ème} temps, un centre de formation en Guinée Bissau a d'ores et déjà été identifié comme étant en mesure de satisfaire les besoins de mise en synergie des différentes radios à travers une stratégie d'information et de diffusion à l'échelle des espaces transfrontaliers.*

Quinzième proposition : Mise en réseau des comités de veille sur les questions de sécurité transfrontalière

Les participants ont suggéré la mise en réseau des comités de veille et de vigilance sur les questions de sécurité transfrontalière. Les débats ont mis l'accent sur le fait que de nombreuses initiatives existent et sont très dynamiques. Quatre étapes sont proposées :

- ☞ *A très court terme, le CSAO doit réaliser des fiches descriptives sur certains comités de veille ou de vigilance. Elles seront intégrées dans la prochaine publication des « Chroniques frontalières » et dans le répertoire des Initiatives Transfrontalières du PIT.*
- ☞ *Parallèlement, Enda Diapol réalisera et diffusera une cartographie des comités de veille, et se rapprochera de la GTZ Procas afin d'étudier les modalités de leur mise en réseau.*
- ☞ *A moyen terme, les fiches descriptives seront diffusées auprès de l'ensemble des comités, qui se réuniront pour discuter les propositions de mise en synergie (charte communautaire transfrontalière, code de bonne conduite entre organisations, etc.).*
- ☞ *En vue d'aboutir à une fédération des comités de veille transfrontaliers, les participants souhaitent enfin obtenir, avec l'appui de la SNV et de la GTZ, des récépissés auprès de chacun des trois Etats. Cette proposition doit en effet faciliter les activités transfrontalières de chacune des organisations nationales, ainsi que la dialogue et la collaborations entre l'ensemble des ces structures.*

Seizième proposition : Rapprochement de l'USOFORAL et de YAP sur la gestion non violente des conflits

☞ *Le comité régional de solidarité des femmes pour la paix en Casamance (USOFORAL) propose de se rapprocher et de collaborer avec les Youth Ambassadors of Peace (YAP) pour insérer l'étude de la gestion non violente des conflits dans les programmes scolaires des écoles frontalières.*

Dix-septième proposition : Saisine des Ministères de la santé, de l'éducation et de l'intérieur pour l'harmonisation des carnets de vaccination, la facilitation des réunions entre professionnels de la santé et la valorisation des « pionniers de l'enseignement »

Le Directeur des Affaires Générales de l'Administration Territoriales de la République du Sénégal (DAGAT) propose de saisir les ministères de l'intérieur, de la santé et de l'éducation de la République du Sénégal dans deux domaines :

1. Au niveau de la santé, afin d'obtenir de leurs homologues gambiens et bissau-guinéens l'harmonisation des carnets de vaccination, la facilitation des réunions de formation et de concertation entre acteurs de la santé communautaire et le traitement des questions relatives aux discriminations dans l'accès à la santé.
2. Dans le domaine de l'éducation, cette saisine consiste à valoriser le rôle des « pionniers de l'enseignement », souvent des jeunes du terroir qui ont spontanément assuré l'éducation des jeunes et des enfants des zones enclavées et non sécurisées durant les périodes les plus difficiles du conflit casamançais. Il s'agit de prendre exemple sur la discrimination positive qui profite aux enfants bissau-guinéens lors de leur entrée en sixième dans les écoles du Sénégal, afin de généraliser cette expérience aux autres zones frontalières.

☞ *Cet objectif sera mis à l'ordre du jour du processus de mise en œuvre et de suivi de l'atelier de Ziguinchor (Cf. point VI).*

Dix-huitième proposition : Cartographie des infrastructures de santé transfrontalières

☞ *A partir du travail déjà engagé pour le séminaire de Ziguinchor, Enda-Diapol se propose de réaliser et de diffuser une cartographie des postes de santé transfrontaliers.*

Dix-neuvième proposition : Cadre de dialogue autour de la réinsertion des enfants réfugiés

Les participants suggèrent la mise en place d'un cadre de dialogue sur la question du retour des enfants réfugiés, de leur intégration dans les écoles et de leur insertion socioprofessionnelle.

☞ *Cet objectif sera mis à l'ordre du jour du processus de mise en œuvre et de suivi de l'atelier de Ziguinchor (Cf. point VI).*

Vingtième proposition : Mise en place de facilitateurs pour l'accompagnement du processus

Les participants suggèrent que le processus lancé par l'atelier de Ziguinchor soit suivi et facilité. Les tâches consisteraient dans :

1. Le suivi de la mise en œuvre des actions qui seront réalisées à court terme (soit qu'elles n'impliquent pas de coût, soit qu'elles sont d'ores et déjà financées).
2. L'appui à la formulation finale de projets qui ont été esquissés lors de l'atelier. Enda se propose d'appuyer les acteurs locaux dans la formulation de projets transfrontaliers.
3. La mise en place des dynamiques de concertations susceptibles à leur tour de déboucher sur de nouvelles propositions opérationnelles.
4. L'établissement d'un programme transfrontalier de dialogue et d'action plus ambitieux. Dans cette perspective, Enda Diapol travaille à la mise en place d'un programme de « Renforcement de la Coopération transfrontalière et de l'intégration Régionale : Gestion concertée de l'espace Sénégalie méridionale ».

L'équipe de facilitation sera appuyée par les équipes d'Enda/Diapol et du CSAO. Des démarches sont en cours auprès des bureaux du PNUD et des gouvernements des trois Etats pour faire avancer cette proposition.

Vingt-et-unième proposition : Réunion de suivi en Gambie

Les représentants du gouvernement gambien, après concertation avec leurs homologues sénégalais et bissau-guinéens, proposent d'accueillir en juin 2006, après six mois de mise en œuvre, une réunion d'étape en Gambie. Cette réunion permettra de faire le point sur le niveau de mise en œuvre du plan d'action et de définir les suites du processus. Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et Enda appuieront l'organisation de cette réunion.